

DÉCLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

23 septembre 2020

numéro d'index : AFR 65/3105/2020

AILRC-FR

SOUDAN DU SUD. L'OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES EST CRUCIALE POUR METTRE FIN AUX GRAVES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Malgré la formation du gouvernement d'union nationale de transition revitalisé le 22 février 2020¹, de graves atteintes aux droits humains perdurent en raison de l'impunité, a déclaré Amnesty International le 23 septembre 2020 devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

L'organisation a ajouté que des affrontements continuent d'avoir lieu de façon sporadique entre des groupes armés non étatiques et les forces de sécurité gouvernementales et que les violences interethniques se sont fortement intensifiées cette année. Les rapports des Nations unies fournissent aussi des informations inquiétantes selon lesquelles les forces organisées sont plus nombreuses à participer aux actes de violence². Ceux-ci ont donné lieu à des enlèvements de civils, à des centaines d'homicides parmi la population, à des violences sexuelles et au déplacement de milliers de personnes.

Amnesty International a souligné que le respect du droit à la liberté d'opinion et d'expression reste gravement menacé. Des détracteurs réels ou présumés du gouvernement sont exposés à un risque élevé de subir des arrestations arbitraires et d'être maintenus en détention prolongée³. Ainsi, Kanybil Noon, un représentant de la société civile faisant partie d'un organe mis en place dans le cadre de l'accord de paix, a été arrêté de façon arbitraire par le Service national de la sûreté le 29 mai 2020 et placé en détention⁴. Après avoir été maintenu en détention sans aucune inculpation pendant 117 jours dans un mauvais état de santé et sans accès à des services médicaux, il a été libéré le 22 septembre 2020.

Amnesty International a également déclaré qu'elle déplorait que les autorités n'aient pas pris de mesures significatives en vue de créer le tribunal hybride pour le Soudan du Sud, ce qui avait incité en juillet dernier plus de 250 organisations de la société civile, y compris du Soudan du Sud, à demander à l'Union africaine d'agir de façon unilatérale et sans délai en faveur de la création d'un tribunal⁵.

L'organisation a conclu en demandant aux commissaires de préciser tous les principaux obstacles résiduels qui empêchaient que justice soit rendue, que la vérité soit établie et que des réparations soient accordées aux victimes. Elle les a aussi interpellés pour savoir s'ils soutenaient les voix qui se font de plus en plus nombreuses en faveur de la création unilatérale par l'Union africaine d'un tribunal hybride pour le Soudan du Sud.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

La présente déclaration publique reprend les éléments d'une déclaration présentée oralement devant le Conseil des droits de l'homme le 23 septembre 2020, dans le cadre du dialogue interactif avec la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud.

¹ Amnesty International, *Soudan du Sud. Le nouveau gouvernement d'union nationale doit réformer le service de sécurité et mettre en place le tribunal hybride pour éviter de reproduire les erreurs* ([Communiqué de presse](#), 22 février 2020).

² Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS), *Escalating intercommunal conflict could unravel the peace agreement*, 9 juin 2020, <https://unmiss.unmissions.org/escalating-intercommunal-conflict-could-unravel-peace-agreement>.

³ Amnesty International, *Systematic harassment of civil society, journalists, private sector and critics by South Sudan's intelligence agency*, Déclaration publique, (AFR/65/2727/2020).

⁴ Amnesty International, *Action urgente. Un membre d'un organe de l'accord de paix placé en détention*, 23 juin 2020.

⁵ Amnesty International et autres organisations, *Letter to the AU Peace and Security Council regarding session on South Sudan*, 16 juillet 2020, (AFR 65/2744/2020).

DOCUMENT PUBLIC

Amnesty International, Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs, Riverside Studios,
Riverside Lane, Nairobi, Kenya

www.amnesty.org